PDSC Newsletter

04 Décembre 2020

N°2.

Cliquez sur le pour accéder aux articles de presse

Les articles 1,3,6 et 9 sont développés.

Sécurité Intérieure des Etats

1. Le calme après la tempête au Guatemala

2. Attaques des bases françaises au nord du Mali

Géopolitique

3. Assassinat d'un physicien iranien participant au programme nucléaire.

Conflits armés

4. Plusieurs centaines de civils massacrés au Tigré selon la Commission éthiopienne des droits de l'Homme.

5. Lutte antiterroriste au Sahel : de la friture sur la ligne

6. Au Mozambique le terrorisme s'internationalise.

Enjeux émergents

7. Les Etats-Unis s'équipe d'une nouvelle arme anti-drone.

Economie de défense

8. Partenariat européen visant à développer un hélicoptère de combat nouvelle génération.
Le Next Generation Rotorcraft concerne 5 états dont la France.

9. L'Indonésie souhaite monter à bord du Rafale.
L'Indonésie souhaite finaliser rapidement l'achat de 48 Rafale.

10. Thales équipera la Royal Navy et la Marine nationale de drones chasseur de mines.
Le projet, présenté en février dernier, vient d'être officiellement signé. Il sera effectif dès 2022.

Lettre d'information sur l'actualité défense, sécurité & citoyenneté

PDSC.com

Le calme après la tempête au Guatemala.

- Le parlement du Guatemala a suspendu lundi 23 novembre, l'approbation du budget de l'État pour 2021. Ils ont jusqu'au 30 novembre pour en présenter un nouveau.

- En effet, ce budget a entrainé le week-end dernier de violentes manifestations qui ont notamment eu comme conséquence l'incendie du siège du Parlement et causé une vingtaine de blessés.
  Depuis cette annonce, aucun nouvel incident n'a été observé.

- Le budget, supérieur de 25 % à celui de 2020 est consacré en majorité aux travaux d'infrastructures confiés au secteur privé. Les parts allouées à la santé et à l'éducation, à la lutte contre la pauvreté et la malnutrition infantile, (qui touche la moitié des moins de 5ans) n'ont quant à elle pas été augmentées. Le Guatemala est un des pays les plus touchés par l'insécurité et la corruption en Amérique centrale.

- Certains réclament la démission du président conservateur Alejandro Giammattéi. Ils lui reprochent une trop grande opacité dans la gestion des ressources durant la crise sanitaire du Covid-19 . Le vice-président, Guillermo Castillo s'est déjà démarqué du président. Il lui a demandé de démissionner.

- Le chef de l'État a de plus annoncé qu'il privilégiait « un espace de discussion », le G-13 a apporté son soutien en vue d'un dialogue.

N°2.1

Assassinat du scientifique à la tête du projet nucléaire iranien.

- Un scientifique iranien nommé Mohsen Fakhrizadeh a été tué à Téhéran le 27 novembre 2020. Il était connu pour être un acteur-clef du programme nucléaire iranien. Son assassinat, présenté comme très sophistiqué, a rapidement été interprétée par l'Iran comme une provocation d'Israël.

- Cet évènement intervient à un moment d'incertitude concernant l'avenir immédiat de la position des Etats-Unis, principaux protecteurs d'Israël face à l'Iran : le président Donald Trump voit son mandat toucher à sa fin après avoir affirmé un soutien ferme à Israël. Il a en effet acté en 2018 le retrait des Etats-Unis de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien, signé en 2015 sous la présidence Obama. D'autres actions comme l'assassinat du général iranien Qassem Soleimani en début d'année ont confirmé cette prise de position ferme de Washington à l'égard de Téhéran. Mais la victoire du candidat Joe Biden, vice-président sous Barack Obama, pourrait impliquer un changement de cap de la diplomatie américaine.

- Dans un tel scénario, la partie lésée serait donc Israël. Dominé par les conservateurs, l'Etat hébreu est fermement opposé à l'accord sur le nucléaire iranien. La signature de ce dernier avait été l'occasion d'un refroidissement des relations israélo-américaines. Le premier ministre israélien **Benjamin Netanyahou**, dénonçant régulièrement la menace nucléaire iranienne n'est pas favorable à un assouplissement de la position américaine à l'égard de l'Iran. Cela explique les soupçons envers le Mossad, service de renseignement israélien, concernant la mort de **Mohsen Fakhrizadeh**. Cette action contre le programme nucléaire iranien ne serait pas la première : les Israéliens ont déjà attaqué les centrifugeuses iraniennes il y a dix ans avec le virus informatique Stuxnet, ou encore dérobé des dizaines de milliers de documents iraniens sur ce programme en 2018.

N°2.3

Au Mozambique le terrorisme s'internationalise.

Depuis 2017, 500 000 Mozambicains ont dû fuir le nord du pays suite à une insurrection djihadiste qui a débuté dans le district de Cabo Delgado, connu pour être un territoire riche en gaz naturel qui attire les convoitises.

- Depuis le début de l'insurrection, on compte 2100 victimes et un demi-million de déplacés, c'est-à-dire de personnes contraintes de fuir à l'intérieur de leur propre pays, notamment en raison de conflits, de violences, de violations des droits humains ou de catastrophes.
- Un califat tente d'être mis en place par les djihadistes dans le nord du pays.
- **La tribu des Makondé** regroupant une population majoritairement catholique est particulièrement visée par les insurgés.
- Le gouvernement local après avoir nié pendant de longues années l'état préoccupant de la situation reconnaît depuis peu que la situation militaire et humaine est précaire et qu'il est nécessaire de réagir. Ce n'est que grâce à l'aide de la société militaire privée Dyck Advisory Group que certaines villes aux mains des insurgés ont pu être reprises.
- Cependant, le gouvernement local reste toujours trop en retrait selon le porte-parole de la conférence épiscopale mozambicaine, Mgr Dom Joao Carlos qui déclare en novembre dernier que « l'intervention du gouvernement est urgente pour trouver une solution à une situation dramatique et qui s'aggrave de jour en jour ".

[Une société militaire privée est une société qui fournit des services dans différents domaines comme ceux de la défense ou de la sécurité pour le compte d'entreprises privées, de gouvernements, d'organisations internationales.]

Un accord de coopération militaire entre le Mozambique et le Tanzanie a été signé à la fin du mois de novembre suite à des raids terroristes d'insurgés sur des villes tanzaniennes en octobre dernier. Ces événements semblent marquer une prise de conscience du gouvernement local et du voisinage alors que la menace djihadiste s'accentue notamment par le recrutement de personnels Somaliens, Congolais, Rwandais et Burundais. L'Afrique du sud, pays émergent et plus grande économie du continent africain ressent aussi la pression terroriste : des citoyens sud-africains s'engagent auprès des insurgés et apporteraient un soutien financier et logistique. Le pays refuse par défaut de s'aligner aux côtés du Mozambique car il a été directement menacé par l'Etat Islamique si une coopération entre les deux pays se faisait. Une internationalisation de la menace terroriste se profile. C'est-à-dire que la communauté internationale est de plus en plus touchée par cette insurrection qui ne concerne plus que le Mozambique et qui semble s'être transformée en réelle guerre ouverte.

L’Indonésie bientôt membre du « club Rafale » ?

- Tandis que la crise sanitaire de la COVID-19 paralyse la majorité de l’industrie aéronautique civile, Dassault semble tirer son épingle du jeu. Suite à la vente de 18 avions de combats multi-rôles Rafale par l’Etat français à la Grèce en Septembre 2020, c’est vers l’Indonésie que se tourne l’avionneur français.

- Jakarta avait déjà fait part de sa volonté de renouveler sa flotte vieillissante de F-5E en 2015 et d’acquérir le chasseur russe Sukhoi-35. Cependant, le contrat a été annulé sous la pression américaine en mars 2020. De plus, ces derniers refusant de vendre leurs F-35, ils laissent le champ libre au chasseur français.

- Florence Parly a affirmé que des discussions sont en cours avec le gouvernement indonésien, et même « très bien avancées », pour ainsi reprendre ses propos. Les sources les plus fiables avancent que l’armée de l’air indonésienne serait intéressée par 36 unités, ce qui la mettrait sur le même pied d’égalité que le Qatar et l’Inde. Jakarta annonce vouloir parvenir à un accord rapidement, avant la fin de l’année 2020. Toutefois, la ministre française des armées se montre prudente sur cette affaire, en rappelant que l’Indonésie est un client potentiel au même titre que la Suisse et la Finlande. Ce contrat, d’un montant estimé à 7,8 milliards d’euro, si l’on se fie à l’offre indienne, permettrait de rassurer la BITD Rafale et ses quelque 500 entreprises. De quoi entamer 2021 sereinement.

- Une situation rassurante pour l’industrie française, mais aussi pour l’intégrité du territoire indonésien. En effet, ces derniers font face à des intrusions, dans leur espace maritime, de navires de pêche chinois militairement escortés. Une violation du droit international qui donne une fois de plus la chance à Dassault de s’illustrer.

- Ainsi, après son échec en Malaisie, l’avionneur français arrivera-t-il à séduire un pays d’Asie du Sud-Est ?